

Les notes quotidiennes de P.-J. de Riedmatten et de L. Tousard d'Olbec sur les préliminaires à la constitution de 1802

publiées par

Michel SALAMIN

La possession, en Valais, d'une route reliant la France à la Cisalpine, constitue la ligne de force de la diplomatie française à l'égard de la République helvétique.

C'est dans ce contexte qu'il convient de placer les négociations¹ qui, durant les mois de mai et de juin 1802, règlent le sort politique futur du Valais.

Dès le 13 février 1801, la France tente d'obtenir l'extravagante cession de la rive gauche du Rhône. Mais l'opposition valaisanne l'oblige à modifier sa demande. Bonaparte reprend alors à son compte une proposition de Talleyrand et souhaite, le 20 mars 1802, « l'indépendance du Valais en une petite république ». Son représentant en Suisse, le ministre Verninac, s'efforce de gagner le plus d'hommes possible au projet français. Mais bien vainement. En effet, les fédéralistes, au pouvoir depuis le 27 octobre 1801, refusent de se soumettre à la France qui trouve plus de compréhension auprès des unitaires. De là le coup d'Etat du 17 avril 1802 qui confie à ceux-ci les rênes du gouvernement car ils acceptent le principe de la cession du Valais à la condition que les formes en soient « aussi légales que possible ».

Une députation valaisanne est donc convoquée à Berne dès les premiers jours du mois de mai. Elle y rédige les articles politiques relatifs au sort du

¹ Pour l'étude des négociations franco-suisse à l'égard du Valais durant cette époque, nous renvoyons à notre ouvrage *Histoire politique du Valais sous la République helvétique*, dans *Vallesia*, t. XII, Sion, 1957, pp. 1-281 (cité *Histoire politique...*). Nous n'identifions pas dans la présente étude les personnages qui le sont déjà dans l'Index de notre ouvrage, pp. 257-276.

Valais ; elle les remet à Rengger, le 18 mai ; mais elle n'en entend plus parler jusqu'à l'issue de l'assemblée des notables, le 25 mai 1802.

Pendant ce temps, la population valaisanne ne cède pas aux vexations du général Turreau, organisateur du régime militaire en Valais. Elle ignore autant que possible les autorités d'organisation militaire et elle obéit aux autorités constitutionnelles qui ne manquent pas d'encourager le peuple dans sa résistance. Celles-ci sentent cependant qu'il faudra bien, avant qu'il ne soit longtemps, se plier à la volonté de la France.

Jean-Joseph Duc est donc envoyé à Berne en qualité de représentant du préfet national Charles-Emmanuel de Rivaz et de la Chambre administrative dont il est membre. Ses lettres de créance le chargent d'assurer le gouvernement helvétique « que le Valais ne sera que passivement dans toutes les propositions initiatives » concernant son existence politique séparée de la Suisse. Pierre-Antoine Preux, alors à Berne, lui est adjoint comme codélégué du Valais. Il pourra y prendre contact avec Tousard d'Olbec et Maurice Zurbriggen, également dans cette ville.

A peine Duc arrive-t-il à Berne que les autorités helvétiques y estiment indispensable la présence de quelques membres influents du Valais au moment où elles acceptent de reprendre avec la France des négociations sur ce canton. Tousard d'Olbec en informe immédiatement les autorités de son pays.

Après s'être fait solliciter maintes fois, le préfet national accepte de se rendre à Berne. Il emmène avec lui Gaspard-Eugène Stockalper et Pierre-Joseph de Riedmatten. Dans une lettre collective, à laquelle s'associent Pierre-Antoine Preux, Jean-Joseph Duc et Tousard d'Olbec, tous trois en représentation à Berne depuis plusieurs mois, la députation valaisanne affirme l'intérêt de son peuple à demeurer membre de la République helvétique et son obligation de ne point conférer sur un objet qui serait « plus ou moins opposé » à cette volonté à moins qu'elle n'obtienne « la conviction que les circonstances sont assez impérieuses pour que le Valais ne puisse s'y refuser ».

L'autorité helvétique ne manque pas de lui faire sentir immédiatement cette conviction et les députés valaisans, auxquels s'adjoint encore Maurice Zurbriggen, se hâtent de rédiger les articles politiques qu'il conviendrait, selon eux, de stipuler en faveur de leur pays. Ils les présentent à Rengger le 18 mai 1802 ; puis du 25 au 1^{er} juin, ils les discutent avec le gouvernement helvétique et avec le ministre français Verninac.

* * *

Le récit de ces négociations nous est conservé par le journal de deux membres de la députation valaisanne. L'un est de la main de Pierre-Joseph de Riedmatten ; l'autre, de celle d'Anne-Louis-François Tousard d'Olbec. Tous deux suivent un ordre chronologique.

Le premier, celui de P.-J. de Riedmatten, se présente sous la forme d'un cahier de 16,5 × 22 cm dont 11 pages sont écrites. Il se trouve aux Archives cantonales du Valais, à Sion, dans le fonds Augustin de Riedmatten, sous la cote P 152.

Déposé dans les mêmes archives, le second journal, celui de Tousard, est classé dans le fonds de Rivaz, carton 72, fascicule 17, numéro 6. Il comprend 6 feuilles de 21,5 × 34 cm. Chacune d'elles, préalablement pliée dans le sens de la hauteur, n'est recouverte d'écriture que sur la colonne de droite.

Le journal de P.-J. de Riedmatten relate les événements depuis le 10 mai jusqu'au 1^{er} juin tandis que celui de Tousard d'Olbec débute au 25 mai et s'achève au 29 mai. Toutefois, pour les 27, 28 et 29 mai, le texte des deux auteurs est identique, mises à part quelques rares variantes de détail ².

* * *

Le journal de P.-J. de Riedmatten rapporte seul le déplacement de Sion jusqu'à Berne. Il est complété par le témoignage de Tousard d'Olbec pour toute la durée des négociations, soit du 25 au 29 mai 1802.

Trois interlocuteurs sont en présence : le Valais, la Suisse et la France. Il s'agit pour tous les trois de définir le statut politique futur du Valais. Mais chacun d'eux l'envisage d'une manière particulière et espère tirer le maximum de profits des pourparlers en cours.

Les représentants du Valais, conscients de la force de la France, savent que leur mission consiste à faire intervenir quelques États européens dans les discussions. Ils réclament donc que la Suisse — et non pas le Valais — négocie la séparation du Valais, que les puissances signataires du traité de Lunéville accordent leur garantie à la constitution qu'on leur rédige. C'est dans cette intention qu'ils demandent que l'on établisse en deux actes distincts le traité concernant leur prochaine indépendance et la constitution sous laquelle ils vivront.

La Suisse se sent mal à son aise. Elle ne veut pas déplaire à la France mais elle entend toujours que la cession du Valais lui soit un titre à réclamer des indemnités à la France. Elle souhaite enfin que la séparation du Valais s'accomplisse dans des formes légales.

De tels calculs ne peuvent que froisser la France. Elle écarte sans plus les revendications de la Suisse et, quant aux prétentions du Valais, elle n'en tient compte que dans la mesure où elles ne contrecarrent pas ses projets.

Ainsi, dès le 25 mai, Verninac fixe les lignes générales de la constitution valaisanne. Il souhaite, le lendemain, que la Suisse soit écartée des conversations ; il propose, le 27, que les conditions de l'indépendance du Valais soient insérées dans la constitution et que la garantie de l'Autriche et de l'Empire soit délaissée. Il ne lui reste plus, le jour suivant, qu'à présenter comme des exigences de la France ses propositions de la veille. Et il les assortit de menaces d'annexion. Quand, le 29 mai, les négociateurs valaisans

² Nous nous contentons de moderniser l'orthographe et la ponctuation des témoignages que nous publions. Comme les divergences entre les textes des deux auteurs sont insignifiantes, nous ne les mentionnons pas dans les notes. Entre crochets, nous apportons quelques précisions qui nous paraissent utiles.

lui rendent une dernière visite, Verninac peut se montrer libéral en leur permettant de rédiger eux-mêmes le projet de constitution et en les assurant que la neutralité du Valais est comprise dans celle de la Suisse.

Lutte inégale entre la France impérialiste, la Suisse déchirée par de vaines querelles partisans et le Valais soucieux de mettre fin chez lui à l'occupation despotique du général Turreau et aux menaces d'annexion à la France.

* * *

Les députés valaisans se font aisément une raison de cette situation. Une lettre de Ch.-Em. de Rivaz nous le prouve. Après avoir raconté à son cousin Isaac de Rivaz la visite de Rengger à Verninac, le 28 mai, le préfet national conclut : « Nous n'en savons pas encore le résultat. Mais quel qu'il soit, nous sommes décidés, comme vous le pensez, à terminer selon les vues de la France sans nous arrêter trop ni aux formes ni au fond³. »

Il suffit aux notables du Valais d'obtenir l'indépendance de leur pays au prix, pour celui-ci, de cesser d'être canton. Puis, « empressés de revenir chez eux recueillir des remerciements de leurs compatriotes d'une si heureuse issue de cette négociation »⁴, ils laissent à l'avocat Antoine-Marie Augustini, président de la Chambre administrative, le soin de discuter avec l'autorité française les articles de la nouvelle constitution valaisanne. C'est de ce moment que date la fortune politique du grand bailli de la République indépendante du Valais.

M. S.

³ AV, Rz, cart. 72, fasc. 34 b, no 16.

⁴ Anne-Joseph de Rivaz, *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, publiés par André Donnet, dans *Mém. et doc. publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 3^e série, t. V-VII, 1961, 3 vol., t. 1, p. 132.

Journal de P.-J. de Riedmatten et de L. Tousard d'Olbec

10 mai 1802

P.-J. de Riedmatten :

Partis de Sion, à 8 h. du soir et coucher à Saint-Pierre[-de-Clages].

11 mai 1802

P.-J. de Riedmatten :

Déjeuner à Martigny chez le Sieur P[hilippe] Morand ; dîner à Saint-Maurice chez le commissaire des postes [Joseph-Alphonse] de Nucé. Gratis. Le préfet [Ch.-Em. de Rivaz] a vu à Aigle le sous-préfet [Louis] de Loës, qui lui a exhibé une lettre du préfet du Léman [Henri Polier], qui dit que des mesures sont prises contre les insurgés de ce canton ¹.

12 mai 1802

P.-J. de Riedmatten :

Déjeuner à Châtel. Dîner à Bulle où un négociant lyonnais m'a appris que Rieussec, l'avocat, jouissait d'une fortune considérable, qu'il logeait rue Saint-Jean.

Coucher à Fribourg où nous apprîmes que le général Amey ² a marché contre les insurgés qu'on croit de 10 000.

13 mai 1802

P.-J. de Riedmatten :

Déjeuner à Neuenegg avec les citoyens Preux, Duc et d'Olbec.

Dîner à Berne. Nous apprîmes que Montrichard ³ et Verninac sont partis pour Lausanne.

14 mai 1802

P.-J. de Riedmatten :

Après-midi, visite chez le secrétaire d'Etat Müller que nous n'avons pas trouvé.

¹ Allusion à la révolte des « Bourla-Papey » que le général Amey réduisit sans effusion de sang.

² Pierre-François-Joseph Amey (1768-1846), originaire d'Albeuve, fit une carrière militaire en France dès l'époque de la Révolution jusqu'à la fin de l'Empire.

³ Joseph-Hélie-Désiré Perruquet de Montrichard (1760-1828), militaire français qui servit en Helvétie du 2 décembre 1801 au 8 octobre 1802.

15 mai 1802

P.-J. de Riedmatten :

Visites chez Müller, Rüttimann, président du Petit Conseil, Rengger, 2^e Landammann, M^{lle} Steck ⁴.

16 mai 1802

P.-J. de Riedmatten :

Le matin, délibérations. L'après-midi, discussion des *Notes* ⁵ chez le citoyen Rengger avec Rüttimann et Füssli composant le comité diplomatique.

17 mai 1802

P.-J. de Riedmatten :

Délibérations sur les articles des *Notes* entre tous les 7^e. Après le dîner chez Dolder ⁷, une visite où on nous a fait assurer de bonnes conditions et l'écartement des autorités turreauniennes, hors Lang et Indermatten.

18, 19, 20 mai 1802

P.-J. de Riedmatten :

Rien par rapport aux affaires de la constitution helvétique.

21 mai 1802

P.-J. de Riedmatten :

Lettre au Landammann Rengger sur les moyens de rester unis à l'Helvétie ; on sut son témoignage par écrit, qu'elle est impossible.

24 mai 1802

P.-J. de Riedmatten :

Visites auprès de Rengger et Dolder qui n'ont donné aucun résultat de marque.

⁴ Il s'agit probablement de M^{lle} Steck de Lenzbourg, dont le père, ami de Janvier de Riedmatten, entretenait avec celui-ci une correspondance suivie sur les événements helvétiques et valaisans. Voir notre article : *Monthey sous l'occupation militaire du général Turreau* (novembre 1801 - août 1802), dans *Ann. Val.*, 1952, p. 217, note 94.

⁵ Soucieux de se ménager la bonne volonté de la France, le gouvernement helvétique regarde comme indispensable la séparation du Valais d'avec la Suisse. Il charge donc les membres du comité diplomatique de convaincre les Valaisans de traiter avec Verninac. Mais ceux-ci préfèrent que la question soit négociée diplomatiquement. Ils rédigent donc avec le comité diplomatique les *Notes remises au cit. Rengger chargé de conférer avec le ministre de France pour l'établissement du Valais en Etat indépendant...* Voir notre *Histoire politique...*, p. 208.

⁶ C'est alors que l'on établit les *Changements* apportés au premier plan remis au citoyen Landammann Rengger d'après la conférence tenue le 17 mai... Voir notre *Histoire politique...* pp. 208-210 où se trouvent publiées les différences qui existent entre les *Notes*, les *Changements* et les articles politiques tels que Ch.-Em. de Rivaz les a relatés dans ses *Mémoires historiques sur l'occupation militaire du Valais par le général Turreau*, publiés par Grenat, Sion, 1890, pp. 211-215.

⁷ Il faut comprendre : « Après le dîner, on se rendit chez Dolder ; ce fut une visite où on nous a fait... »

25 mai 1802

P.-J. de Riedmatten :

Visite de MM. Duc et Stockalper chez Verninac qui proposait un gouvernement dont les chefs seraient un *Landeshauptmann*, un secrétaire, un trésorier et l'évêque, un banneret général, des bannerets de dizain, des juges de dizain, des diétines désénales et générales. Dix dizains, cent hommes de milice par dizain, dont cent seraient toujours en activité. Il assure que la France n'a d'autres prétentions que le passage commercial et militaire. Il proposa trois commissaires dont un Français, un Helvétique et un Cisalpin pour la confection du traité de paix et pour la mise en activité du nouvel ordre de chose afin de sortir de la passe, que dès lors le militaire français se retirerait.

Tousard d'Olbec :

Les députés du Valais, voyant avec inquiétude qu'il s'était déjà écoulé un temps notable depuis l'arrivée du citoyen de Rivaz, Stockalper et de Riedmatten, sans que le ministre de France, à qui l'on avait fait demander par le citoyen Dolder une audience pour eux et leurs collègues, les eût fait appeler, chargèrent les citoyens Duc et Dolder de se présenter chez lui pour lui réitérer la demande de cette audience. Ils ne purent être admis. Le soir, les citoyens Stockalper et Duc y retournèrent. Ils furent reçus et, dans la conversation, le ministre leur fit différentes ouvertures qu'ils demandèrent de communiquer à leurs collègues, et ils obtinrent pour le lendemain une audience générale dans laquelle il en serait conféré.

26 mai 1802

P.-J. de Riedmatten :

Visite chez Rengger pour accélérer nos affaires, mais il demande encore deux jours de répit pour achever son travail pour la constitution helvétique.

Visite chez Verninac ; répétition de ce qu'il a dit la veille, excepté la poste qu'il voudrait établir aux frais du Valais ; il témoigne de l'aversion que la Suisse traite pour nous et fait entrevoir que cela traînerait trop au long par rapport à l'indemnité que la Suisse demande pour le Valais, pour laquelle il dit n'avoir point d'instruction.

Lettre officielle d'Augustini et plaintive — avec raison — du retard des négociations.

Tousard d'Olbec :

Le lendemain, les députés jugèrent convenable de communiquer au citoyen Rengger chargé des négociations de la part du gouvernement helvétique, les ouvertures qui leur avaient été faites et qui se retrouveront détaillées au verbal de ce jour, et de lui demander ses instructions pour ce qu'ils auraient à répondre au citoyen Verninac en voulant agir de concert avec le gouvernement helvétique. Le citoyen Rengger leur dit que ces diverses ouvertures étant conformes aux notes remises pour les intérêts du Valais et qui avaient été approuvées par le Petit Conseil, il n'y avait aucun inconvénient

à montrer de la condescendance aux vues du ministre de France ; le ministre Rengger invita les députés à lui faire part de ce qui se serait passé à leur conférence et leur promit que sous deux jours il reprendrait avec activité la suite des négociations pour le Valais que l'affaire de la constitution de l'Helvétie avait fait suspendre.

A trois heures, les députés se rendirent chez le citoyen Verninac. Ce ministre entra d'abord en matière avec eux en leur disant que l'intention du Premier Consul était que le Valais fût isolé de l'Helvétie et de la France ; qu'il jouît d'une pleine et entière indépendance ; qu'il ne voulait pas un pouce du Valais ; que dans d'autres temps il avait eu d'autres vues mais qu'aujourd'hui il avait adopté un plan différent ; qu'il ne demandait au Valais que la route militaire et commerciale entretenue par la France et par la République italienne ; que sur cette route seraient établies aux frais de la République valaisanne deux postes aux chevaux que les voyageurs paieraient au taux qui serait postérieurement déterminé ; que cette route ne devait pas être onéreuse au Valais ; qu'au contraire la France se réservait la faculté d'y établir des magasins militaires pour le service de ses troupes et à ses frais ; que l'indépendance serait garantie par la France, l'Helvétie et la République italienne comme puissances voisines et intéressées ; que, quant à sa constitution, l'intention du Premier Consul était que le Valais se rapprochât de ses anciens usages, qu'il reprît sa division en dix dizains, des chefs de dizain, une justice inférieure par dizain composée d'un juge et d'assesseurs qui feraient chacun séparément la fonction de juge de paix, et un tribunal d'appel ; qu'il y eût une diétine par dizain et une diète générale du pays ; qu'enfin il y eût un gouvernement central composé d'un chef sous le nom de grand bailli ou autre nom, d'un trésorier, d'un secrétaire d'Etat et de l'évêque de Sion, et qu'il y eût une troupe soldée de cent hommes pour exercer la police sans recours à des hommes étrangers, en outre de la milice ordinaire ; que cette constitution serait proposée à l'acceptation du peuple dans les communes et qu'ensuite trois commissaires des Républiques française, helvétique et italienne installeraient le nouveau gouvernement.

Le ministre exposa ainsi son plan en entier sans aucune interruption.

On lui répondit d'abord que les Valaisans qui se trouvaient présents n'avaient aucune mission positive et qu'ils ne pouvaient qu'en déférer au gouvernement helvétique. Le ministre dit que lui-même en donnerait communication à ce gouvernement, mais que pour parvenir à avoir une constitution et à la faire accepter, il fallait bien que quelqu'un prît l'initiative.

« Les bases présentées par le citoyen ministre, lui dit-on, sont très rassurantes et il est probable qu'elles n'éprouveront aucune contradiction en Valais ; mais puisque l'intention du Premier Consul est de se rapprocher des anciens usages, il paraîtrait plus convenable de s'y conformer encore dans la manière d'offrir au peuple sa constitution au lieu de la lui offrir toute faite et comme envoyée de la part de la France. Il semble qu'il conviendrait mieux de convoquer une diète qui rédigerait la constitution et qui l'enverrait à la sanction du peuple ». Le ministre témoigna qu'il craignait la divagation des esprits dans une assemblée en matière de constitution et qu'il préférerait qu'il ne fût rédigé qu'un projet qui serait directement proposé au peuple. On lui répondit qu'il n'était pas question de livrer la confection de

la constitution aux divagations d'une assemblée, qu'on avait toujours été dans l'intention d'en concerter toutes les bases avec lui et de ne rien faire à cet égard que sous sa direction, mais qu'on pouvait s'occuper ici de ce travail et que, lorsqu'il serait fait, il serait présenté à la diète comme celui de l'Helvétie avait été présenté aux notables, et qu'étant ensuite présentée au peuple comme l'ouvrage de la diète, elle serait mieux accueillie ; que de cette manière d'ailleurs le gouvernement pourrait être mis en activité sans commissaires et dans des formes qui naîtraient de la constitution elle-même. Ces formes parurent agréer au ministre qui insista seulement pour que les députés s'occupassent de rédiger un projet de constitution après lequel on aviserait au moyen de la mettre en activité.

On a réitéré l'observation qu'il conviendrait de concerter toutes ces opérations avec le gouvernement helvétique et que, le ministre ayant ouvert des négociations avec lui, on était dans le cas d'en attendre l'issue.

« Si vous voulez faire dépendre votre sort de la conclusion du traité avec l'Helvétie, répondit le ministre, vous pourriez attendre longtemps. Le gouvernement helvétique prétend des indemnités pour son consentement à l'indépendance du Valais. Je suis bien autorisé à établir cette indépendance, mais je n'ai aucune instruction pour traiter des indemnités que le gouvernement helvétique prétend. La France est dans l'intention de lui faire des concessions de divers territoires, mais non à titre d'indemnité. C'est plutôt comme un acte de bienveillance et de générosité, comme une détermination convenable de frontières ; mais les traités qui y seront relatifs peuvent encore être différés longtemps. »

On insista de nouveau auprès du ministre : « On pourrait, lui exposa-t-on, traiter de front la question de l'indépendance et celle de la constitution ; les conditions préliminaires qui fixeraient l'indépendance seraient arrêtées avec le gouvernement helvétique et pendant ce temps nous rédigerions les projets de constitution ». Le ministre répondit à ces dernières instances d'un ton d'humeur : « Prétendez-vous traiter pour la République helvétique ? » — « Nous n'avons pas cette prétention, lui répliqua-t-on, mais le gouvernement helvétique traiterait du Valais ». Le ministre finit cette discussion en disant que les conditions que mettait le gouvernement helvétique traînaient la décision de notre sort en longueur tandis qu'il était entre nos mains et que, si nous le voulions, nous pourrions être organisés dans quinze à vingt jours.

On passa alors à des observations sur la gelée que venait d'éprouver le Valais et sur la rentrée de deux compagnies dans un moment où le prix des grains augmentait sensiblement.

Le ministre répondit qu'il n'avait absolument aucun ordre à donner au général Turreau, qu'il était bien vrai que nous avions beaucoup trop de troupes, mais que nous ne pouvions sortir de cet état de presse qu'en terminant promptement notre organisation. On lui demanda si on pouvait donner dans le pays l'assurance que lorsque le gouvernement serait établi nous serions délivrés des troupes. — « Il est à présumer », répondit le ministre. On insista si on pouvait en donner l'assurance : « Mais je crois, ajouta-t-il, pouvoir vous en assurer ; au surplus, je vous le répète, votre sort est entre vos mains ».

On finit par témoigner au ministre beaucoup de confiance dans sa bienveillance et d'empressement à se prêter à ses vues. On lui dit qu'on allait s'occuper des projets à lui remettre et qu'on le priait de vouloir bien accorder audience aux députés. Il répondit qu'il serait prêt à les recevoir quand il le lui serait demandé.

27 mai 1802

P.-J. de Riedmatten et Tousard d'Olbec :

Les députés jugèrent de la plus grande urgence de communiquer ce qui s'était passé entre le ministre de France et eux, au citoyen Rengger chargé des négociations avec lui de la part du gouvernement helvétique et, en conséquence, deux d'entre eux se transportèrent chez le citoyen Rengger dès le matin. Ils firent sentir au citoyen Rengger que malgré que les diverses conditions de l'indépendance et de la constitution du Valais proposées par le citoyen Verninac fussent au premier aspect assez généralement à sa convenance, néanmoins la détermination, qu'il avait paru montrer de ne pas faire intervenir le gouvernement helvétique dans les transactions et préliminaires, était fait pour alarmer le Valais. Ils le prièrent de se hâter de voir le citoyen Verninac et de s'assurer s'il y avait une détermination réelle d'éviter l'intervention du gouvernement helvétique, ce qui serait contraire à la note par laquelle il lui avait fait connaître officiellement qu'il était chargé d'ouvrir avec ce gouvernement des négociations relativement au Valais sur la base de l'indépendance, ou si l'espèce d'humeur qu'il avait montrée sur les instances qu'on lui avait faites pour faire intervenir ce gouvernement ne tenait qu'à l'idée que les Valaisans cherchassent à reculer leur séparation de l'Helvétie en la faisant dépendre du règlement des divers intérêts à traiter entre la France et l'Helvétie. Les députés firent observer en même temps au citoyen Rengger que, pour conserver la faculté de faire intervenir le gouvernement helvétique dans cette négociation ainsi qu'il était convenable soit pour son intérêt, soit pour celui du Valais, il était nécessaire qu'il se pressât d'entrer en conférence sur les conventions préliminaires destinées à assurer le sort du Valais, et que ces conventions fussent dégagées de tout objet d'intérêt personnel à la République helvétique et étranger à l'assurance de l'indépendance et à la préservation des charges trop onéreuses dont la concession de la route militaire pourrait être accompagnée. Ils lui exposèrent surtout que de vouloir faire assurer des indemnités à la République helvétique relativement à la séparation du Valais par ces conventions préliminaires serait entraver la conclusion de ces conventions et prolonger la situation douloureuse dans laquelle gémit le Valais. Le citoyen Rengger leur répondit que si le ministre avait présenté les indemnités que le gouvernement helvétique demandait comme un motif qui retarderait la conclusion des affaires du Valais, ce ne pouvait être qu'un prétexte ; que s'il avait été question d'indemnité, ce n'avait jamais été comme condition préliminaire ; qu'au surplus il était étonné de la variation de conduite du ministre de France et qu'il le verrait dans la matinée pour s'éclaircir et pour éclairer les députés, s'il y avait un changement réel dans le plan des négociations.

Le soir, un des députés se rendit de nouveau chez le citoyen Rengger ; il avait effectivement vu le citoyen Verninac. Ce ministre n'avait pas positi-

vement annoncé qu'il n'y eût pas lieu de traiter préliminairement du Valais avec le gouvernement, et même il avait donné rendez-vous au citoyen Rengger ce soir même pour conférer sur les conditions préliminaires que le Valais désirait et dont les députés avaient remis une note audit citoyen Rengger ; cependant celui-ci est convenu qu'il avait bien cru apercevoir que le ministre voulait éviter de traiter du Valais avec le gouvernement helvétique et qu'il avait reçu des instructions nouvelles pour traiter directement avec le Valais. Le ministre avait effectivement reçu des nouvelles dépêches relativement au Valais en réponse au verbal de la première conférence sur son indépendance ; ces dépêches qu'il a montrées au citoyen Rengger annonçaient une lettre particulière du ministre, et c'était probablement par cette lettre qu'il aurait reçu et les instructions sur les arrangements de détail de l'organisation du Valais et celle de ne traiter qu'avec lui. Cependant, sur la demande des députés, le citoyen Rengger leur promit qu'en présentant leurs notes au ministre de France, il tâcherait de lui persuader d'accéder aux instances qu'ils faisaient pour que les conventions préliminaires, dont ils présentaient la note et qui paraissaient toutes conformes aux avances que le ministre lui-même leur avait faites, fussent arrêtées et signées avec le gouvernement helvétique avant qu'on fit intervenir le Valais, en lui observant que bien loin d'entraîner des longueurs, cela pourrait même abrégé beaucoup l'établissement de son indépendance. Dans le cours de la conversation avec le ministre, le citoyen Rengger eut l'occasion de lui demander si les députés lui avaient paru bien disposés à concourir à ses vues pour l'indépendance. Il lui dit qu'en général ils le lui avaient paru, qu'un seul lui avait semblé l'être moins, et c'était précisément celui qui avait insisté le dernier sur l'intervention du gouvernement helvétique et contre l'envoi des commissaires des trois républiques voisines et à qui il avait répondu, comme il a été remarqué, avec humeur. Les vues du citoyen Verninac, suivant le citoyen Rengger, paraissent être que les conditions de l'indépendance fassent partie du pacte social du Valais ; cependant, comme on l'observa au citoyen Rengger, ce sont des choses tout à fait étrangères à une constitution. Une particularité marquante, rapportée par le citoyen Rengger, de la conversation du citoyen Verninac, c'est que l'intention de la France est que la future république du Valais ne puisse pas entretenir des agents chez les puissances étrangères sans le consentement des Républiques française, helvétique et cisalpine, ce qui paraissait éloigner la garantie de la maison d'Autriche et de l'Empire ; et sur cela les députés le prièrent d'insister particulièrement sur cette garantie. Mais le ministre, suivant le citoyen Rengger, envisageait l'établissement de la république du Valais comme une espèce d'arrangement de famille à faire entre les voisins et qui n'avait pas besoin d'être communiqué à d'autres. Le citoyen Rengger se rendait à l'instant même chez le ministre de France.

28 mai 1802

P.-J. de Riedmatten et Tousard d'Olbec :

Deux des députés se sont rendus ce matin chez le citoyen Rengger ; il leur apprit qu'il avait montré au ministre de France les notes présentées de la part du Valais pour les conventions préliminaires, que ce ministre avait

témoigné beaucoup de mécontentement de ce que le Valais prétendait traiter cette affaire d'une manière diplomatique et qu'il avait qualifié de morgue ces prétentions ; qu'il s'était refusé à la garantie de la maison d'Autriche alléguant que c'était un prétexte pour allonger les négociations ; que pour les relations extérieures, il n'admettait pas que le Valais pût envoyer des agents chez les puissances étrangères sans le consentement de ses trois alliés voisins ; qu'il s'était aussi refusé à ce que l'Etat du Valais pût établir des péages et qu'il avait insisté pour que toutes les bases de l'Etat politique du Valais fussent comprises dans l'acte constitutionnel, qu'il appela pacte social ; que cet acte serait signé et garanti par les trois plénipotentiaires des trois républiques voisines ; qu'il avait au surplus donné rendez-vous au citoyen Rengger avant le départ du courrier pour savoir si l'on insistait à ouvrir les négociations sur ce pied ; que le Valais devait prendre garde à ce qu'il ferait parce qu'il ne manquait pas de gens auprès du Premier Consul pour lui persuader que le vœu de réunion n'était pas difficile d'obtenir. Les deux députés n'ont pas pris sur eux de donner une réponse sur une question aussi délicate, et l'ont laissée à la prudence du citoyen Rengger qui a dit qu'il ne donnerait sa réponse que d'une manière vague.

Le même jour après délibération commune, deux autres députés se sont présentés chez le citoyen Verninac. Mais il n'a pas pu les recevoir, ayant un dîner nombreux de sénateurs.

29 mai 1802

P.-J. de Riedmatten et Tousard d'Olbec :

Deux députés se sont rendus chez le citoyen Verninac sur le midi et en ont été fort bien accueillis. Ce ministre a insisté de nouveau sur les bases de la constitution qu'il avait proposées dans la conférence générale. Un député s'étant servi du nom de district en parlant de la division du territoire, Verninac les a repris, en les nommant dizains, et désignant le nombre de dix. Le ministre leur parla des notes qui lui avaient été présentées par le citoyen Rengger, et dit que quant à ce qui regardait la garantie de l'indépendance, on pouvait la mettre en tête de l'acte constitutionnel, que les plénipotentiaires des Républiques française, helvétique et italienne le signeraient ; que, quant à la garantie de la maison d'Autriche, elle était une conséquence du traité de Lunéville et qu'il n'était pas besoin d'en faire une mention expresse ; que, quoique le Valais fût un Etat à part, il n'en faisait pas moins partie de la Suisse dont l'indépendance était garantie par l'Autriche ; et sur l'observation qu'il conviendrait de faire mention que la France regarde toujours le Valais comme compris dans cette garantie, le ministre a répondu que cela pouvait encore se faire. Quant à la neutralité, le ministre a dit que l'on ne pouvait pas parler de celle du Valais avant que celle de la Suisse fût déterminée et qu'il serait compris dans la neutralité générale de la Suisse.

Les députés observèrent au ministre qu'ils auraient désiré que les bases de l'indépendance et de l'état politique du Valais fussent séparées de l'acte constitutionnel et formassent un traité à part ; que, si les puissances voisines apposaient leurs signatures à cet acte, il s'ensuivrait que le Valais ne serait plus le maître de faire à cet acte les changements que les circonstances

pouvaient rendre nécessaires, sans que ces mêmes puissances intervinssent, ce qui gênerait sa liberté. Le ministre a agréé cette observation et a dit qu'il écrirait au Premier Consul pour demander que l'acte constitutionnel fût séparé de l'acte d'établissement de l'indépendance, ou que l'on pouvait encore insérer dans l'acte, si on n'en faisait qu'un, que les puissances voisines n'interviennent uniquement que pour la garantie de l'indépendance sans que le Valais fût gêné quant aux changements à faire à sa constitution. Il ajouta même : « Soyez persuadés que la France ne veut en aucune manière s'immiscer dans l'administration du Valais ».

Le ministre exhorta ensuite les députés à s'occuper de lui présenter au plus tôt un projet de constitution sur les bases qu'il leur avait expliquées, avec tous les articles de garantie, et qu'il l'enverrait sur-le-champ à Paris. Et les députés lui ayant observé que la mise en exécution de cette constitution présenterait des difficultés, il leur dit : « Je vous comprends, mais soyez tranquilles. Quand nous en serons là, je me charge de la faire mettre en exécution. Le Premier Consul saura bien trouver les moyens ».

30 mai 1802

P.-J. de Riedmatten :

Recherches aux bureaux de la constitution valaisanne et travail y relatif.

1^{er} juin 1802

P.-J. de Riedmatten :

Arrivée du citoyen Augustini et travail sur la constitution. Achèvement du projet des conventions préliminaires pour l'établissement politique du Valais en un Etat indépendant.